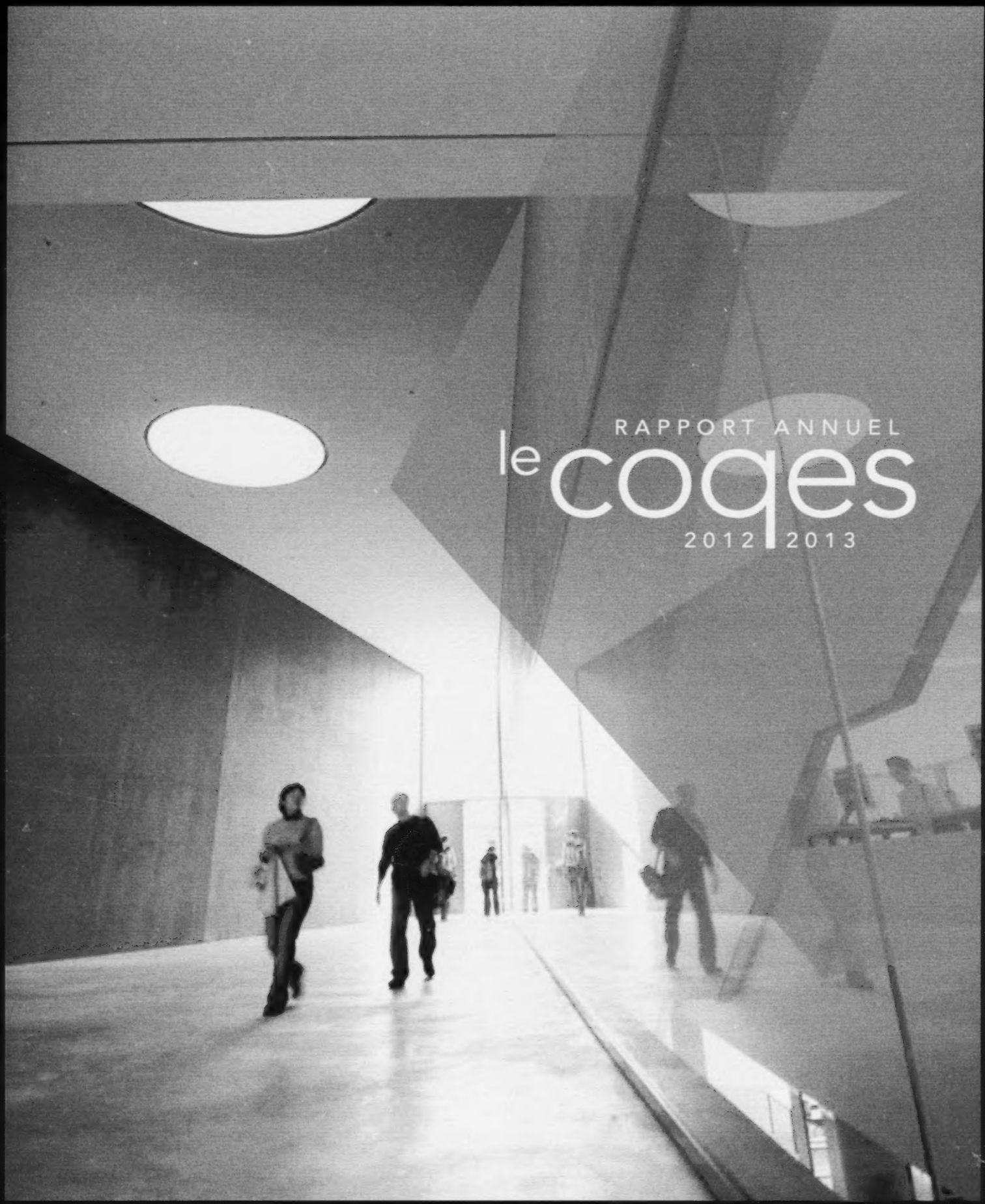


RAPPORT ANNUEL

le coqes

2012 | 2013

LE COQES RAPPORT ANNUEL 2012-2013

table de matières

2 PROFIL

4 MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

6 CONCRÉTISATION DE NOS OBJECTIFS

16 APERÇU POUR 2013-2014

18 CONSEIL D'ADMINISTRATION

22 NOUS SOMMES LE COQES

24 ÉTATS FINANCIERS

32 ANNEXE A : RECHERCHE PUBLIÉE EN 2012-2013

34 ANNEXE B : ÉVÉNEMENTS DU COQES EN 2012-2013

profil

nous étudions les problèmes clés

- ✓ Identification et évaluation des compétences et des connaissances dont les étudiants diplômés d'établissements postsecondaires ont besoin pour réussir au 21e siècle
- ✓ Méthodes d'enseignement innovatrices et efficaces
- ✓ Enseignement supérieur et le marché du travail
- ✓ Productivité et la rentabilité de l'enseignement supérieur

Établi en 2005, le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES) est un organisme du gouvernement de l'Ontario qui effectue de la recherche fondée sur des faits dans le but d'améliorer de façon continue le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario. Dans le cadre de son mandat, le COQES évalue le système d'enseignement postsecondaire et recommande des politiques au ministre de la Formation et des Collèges et Universités en vue d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la responsabilisation des collèges et universités de l'Ontario. Le COQES est le seul organisme de ce genre au Canada.

nous trouvons des solutions

- ✓ Recherche en partenariat avec les collèges, les universités et les organismes
- ✓ Conférences internationales, ateliers et séminaires
- ✓ Rapports en question offrant une synthèse de la recherche sur les sujets d'actualité
- ✓ Indicateurs de rendement pour le système d'études postsecondaires en Ontario
- ✓ Quelques statistiques sur les tendances et les chiffres actuels
- ✓ Blogue EnPratique : idées, réflexions, critiques et compliments

message de la présidente

Je vous remercie de prendre le temps de lire notre rapport annuel 2012-2013. C'était une année de changement pour nous au COQES et je suis ravie de partager avec vous le travail que nous avons accompli.

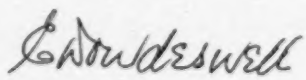
Je tiens tout d'abord à remercier Frank Iacobucci, qui a démissionné du poste de président du conseil d'administration du COQES en 2012 après six années à ce poste. Sa direction a été inestimable pour la croissance et le développement de cet organisme, et son engagement envers l'amélioration de l'enseignement secondaire en Ontario est remarquable. Sa vision continuera de motiver le conseil dans son activité de conseil et de soutien du COQES dans la production de recherche et de conseils politiques de qualité. Je souhaite également remercier les membres du conseil et le personnel du COQES pour l'accueil qu'ils m'ont réservé depuis mon arrivée au poste de présidente en octobre.

L'année a été riche en événements pour l'enseignement supérieur en Ontario et je suis fière d'annoncer que le COQES s'est trouvé au centre de plusieurs initiatives majeures. En 2012-2013, le COQES a publié 24 études concernant diverses questions, des stratégies d'enseignement et d'apprentissage à la littératie financière en passant par l'accès pour les groupes sous-représentés, la conception du système et la qualité de l'enseignement. Ces études sont une source de faits importants pour les responsables des politiques, les administrations postsecondaires, les enseignants, les étudiants et les familles qui s'intéressent aux défis de l'amélioration continue de l'enseignement supérieur en Ontario.

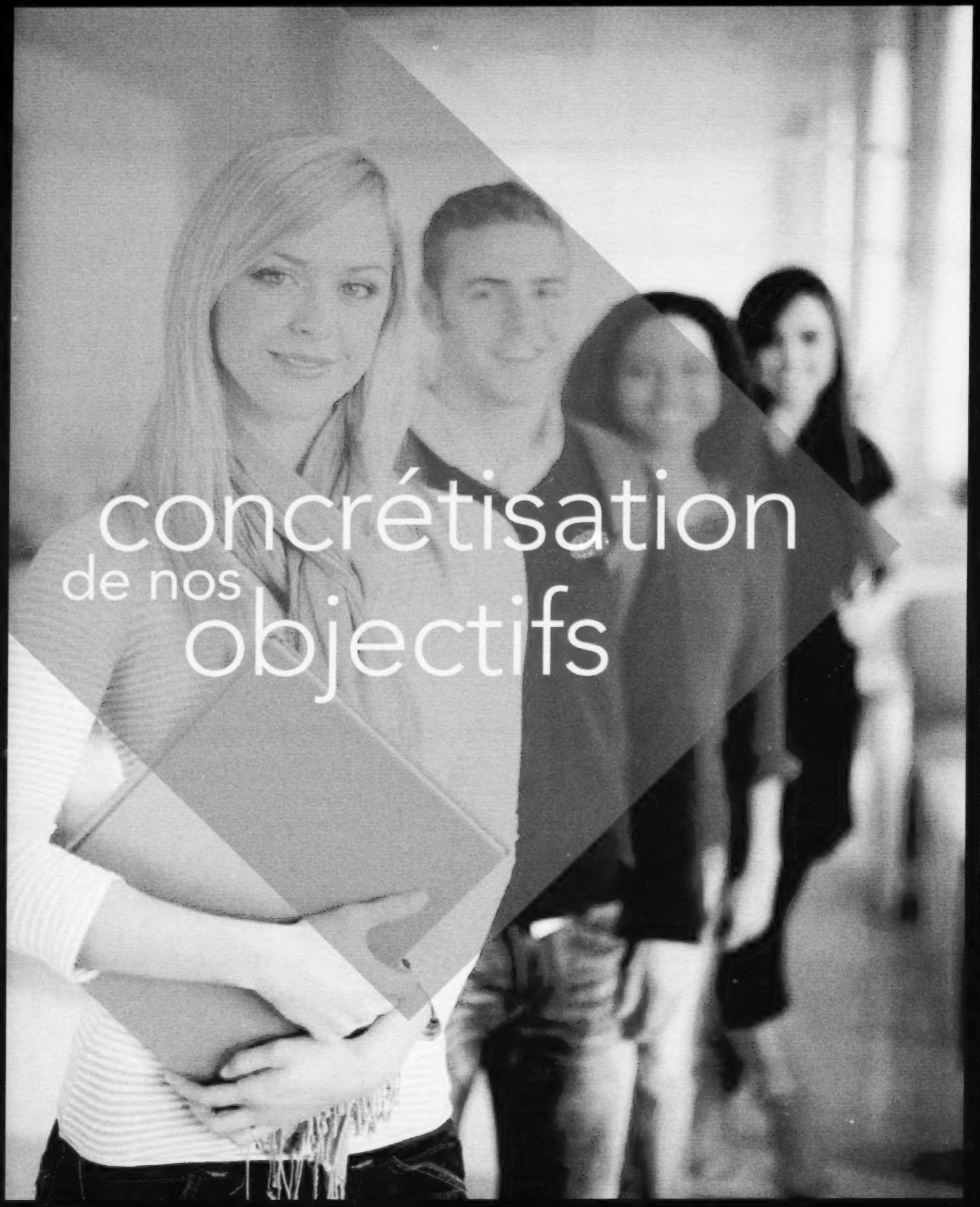
L'une des initiatives a suscité beaucoup d'intérêt : l'examen des soumissions d'ententes stratégiques de mandat (ESM). À la demande du ministère de la Formation et des Collèges et Universités, le COQES a constitué un groupe d'experts pour étudier et évaluer les propositions d'ESM soumises par chaque collège et université de l'Ontario. L'étude des ESM permettra d'évaluer les soumissions en termes de capacité à améliorer de façon importante la productivité, la qualité et la viabilité financière grâce à l'innovation et à la différentiation. Le rapport final sera publié au début de l'exercice 2013-2014.

Les perspectives de l'année à venir sont tout aussi importantes et ambitieuses. Le COQES se penchera sur des questions liées à l'avenir de l'enseignement postsecondaire en Ontario, comme les résultats d'apprentissage, les besoins du marché du travail, les stratégies innovatrices d'enseignement et la conception d'un système d'enseignement postsecondaire plus rentable.

Nous comptons sur votre intérêt renouvelé dans notre objectif général de renforcement du système d'enseignement postsecondaire en Ontario.



Elizabeth Dowdeswell
Présidente


concrétisation
de nos
objectifs

OBJECTIF N° 1

Être la source de recherches à jour faisant autorité sur l'accès, la qualité et la responsabilité au sein du système d'enseignement supérieur de l'Ontario.

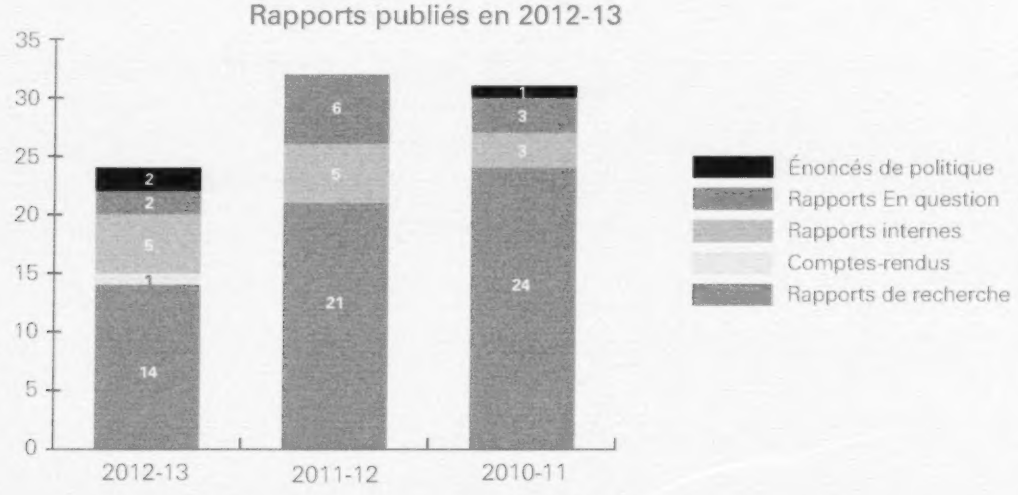
Rapports

En 2012-2013, le COQES a publié 24 rapports. Parmi ces rapports, 14 étaient des publications de recherche préparées par des entrepreneurs externes qui étaient, pour la plupart d'entre eux, issus d'établissements postsecondaires; un compte rendu coédité par Ken Norrie, l'ancien vice-président de la recherche et Mary Catharine Lennon, analyste de recherche principale, sur les délibérations de la conférence 2011 Measuring the Value of a Postsecondary Education; cinq rapports de recherche rédigés à l'interne par le COQES (deux ont été coécrits avec des partenaires extérieures); et deux Rapports en question rédigés par le COQES. Le COQES a également publié deux rapports de politique : un document de consultation sur les indicateurs de performance pour le système d'enseignement supérieur de l'Ontario ainsi qu'un rapport sur la productivité du système ontarien.

Fonds d'encouragement à la recherche et à l'innovation

En 2012-2013, le COQES a créé un Fonds d'encouragement à la recherche et à l'innovation dans le cadre duquel il invite les organismes et les particuliers à proposer des idées de projets intéressants en vue d'obtenir du financement. Afin qu'ils soient évalués en vue d'un financement, les projets proposés doivent être à court terme, de petite échelle et véritablement novateurs et originaux (présentant de préférence un concept ou une approche qui sort réellement de l'ordinaire). En 2011-2012, le COQES a initié sept projets dans le cadre du Fonds d'encouragement à la recherche et à l'innovation avec des partenaires tels que l'Université McMaster afin d'explorer les parcours professionnels pour les étudiants diplômés de l'enseignement supérieur; l'Association canadienne des spécialistes en emploi et des employeurs pour créer une enquête de référence sur le recrutement sur le

Rapports publiés en 2012-13



campus; et un consortium d'universités de recherche, Bay View Alliance, afin d'identifier et d'évaluer les moyens les plus efficaces d'inspirer et de permettre les améliorations de l'enseignement et de l'apprentissage dans l'ensemble des universités.

Accessibilité

Les politiques et le financement du gouvernement ont déjà permis de réaliser des gains impressionnants au niveau de l'inscription. En fait, au cours des dix dernières années, l'inscription aux études postsecondaires en Ontario s'est accrue davantage que dans toute autre province au Canada. Toutefois, si nous désirons réaliser l'objectif du gouvernement, à savoir un taux d'accès aux études postsecondaires de 70 %, le système d'enseignement supérieur de l'Ontario doit être accessible au-delà des étudiants traditionnels âgés de 18 à 24 ans qui passent directement de l'école secondaire au collège ou à l'université. Le système doit être plus réceptif et adapté aux étudiants adultes et aux étudiants potentiels issus de groupes qui n'ont pas accès aux études supérieures en nombre suffisant. De plus, la prolifération de l'apprentissage à l'aide de la technologie, en particulier avec l'arrivée des cours en ligne ouverts et massifs (CLOM), peut modifier le parcours des étudiants au niveau de l'inscription et de l'orientation dans les établissements d'enseignement supérieur. Il est difficile de comprendre les différentes façons dont l'expansion rapide de l'apprentissage en ligne influencera les modèles traditionnels d'accès à l'enseignement postsecondaire.

Participation et persévérance

En 2012-2013, le COQES a continué ses recherches sur la participation des groupes sous-représentés dans l'enseignement postsecondaire, publiant des rapports sur les dispositifs de soutien disponibles pour les étudiants atteints d'un trouble d'apprentissage, l'engagement scolaire des étudiants adultes récemment immigrés, ainsi que sur la participation des étudiants issus de groupes sous-représentés en Ontario. Le COQES a également publié des rapports sur la déperdition d'effectifs scolaires dans six collèges de la RGT pour mieux comprendre pourquoi les étudiants abandonnent le collège avant d'avoir terminé leur programme, un rapport sur les décisions postsecondaires des élèves très performants en Ontario et sur l'incidence des bourses d'excellence et des bourses d'aide financière sur la réussite scolaire à l'université.

Qualité

L'augmentation récente importante des inscriptions dans le système d'enseignement postsecondaire en Ontario remet en cause la qualité de l'expérience des étudiants. Néanmoins, la qualité est l'élément le plus important de tout système d'enseignement supérieur et le critère international à partir duquel les systèmes d'éducation et la valeur des titres des établissements sont évalués. Nous sommes tenus d'accorder aux étudiants des titres qui sont compris, tant au Canada qu'à l'étranger, comme des titres qui reflètent une éducation de haute qualité et de grande valeur, progressiste et moderne.

Le système actuel n'est pas viable si la qualité doit être maintenue ou améliorée. Les améliorations les plus importantes en matière de productivité et de rendement seront issues d'un remaniement du système, et non des établissements individuels. En l'absence de modifications, la qualité du système ontarien continuera de diminuer et de perdre de sa compétitivité.

Résultats d'apprentissage

En 2012-2013, outre une conférence sur les résultats d'apprentissage coparrainée avec le Conseil des universités de l'Ontario, le Service de l'assurance de la qualité des collèges de l'Ontario et le Conseil des universités de

l'Ontario sur l'assurance de la qualité et la publication d'une monographie portant sur la conférence Measuring the Value of a Postsecondary Education, nous avons mené une série de projets de recherche visant à définir et à mesurer les résultats d'apprentissage, y compris :

i. Un projet à l'échelle provinciale sur l'approche Tuning pour établir les résultats d'apprentissage dans trois disciplines (sciences physiques, sciences de la vie et de la santé et sciences sociales).
ii. La gestion de la participation de l'Ontario au projet de génie civil intitulé Évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO). L'AHELO est un programme créé par l'OCDE pour déterminer si des tests génériques généraux ou des tests propres à une discipline peuvent être administrés dans divers pays afin de mesurer ce que les étudiants en dernière année d'université savent et ce qu'ils peuvent faire.
iii. Une série de projets en collaboration avec les collèges et universités de l'Ontario afin d'évaluer la faisabilité d'utiliser la Collegiate Learning Assessment (CLA) et la Community College Learning Assessment (CCLA) pour mesurer la pensée critique. Les projets liés à la CLA se poursuivront tout au long de l'exercice 2013-2014.

Évaluation des innovations en matière d'enseignement et d'apprentissage

En 2012-2013, le COQES menait presque 50 projets de recherche en cours avec les collèges et les universités de l'Ontario en vue d'évaluer des innovations précises en enseignement ou des expériences menées dans des classes nombreuses ou axées sur la technologie. Les premiers rapports ont déjà été publiés, notamment le rapport sur l'Incidence du programme « Teaching in the Canadian Classroom » qui aide les assistants d'enseignement à gérer le choc culturel pédagogique.

Le COQES continue également de publier des rapports dans sa série sur la réussite des étudiants, notamment un rapport sur le Peer Helper Program de l'Université de Guelph, le Student Success Program du Collège Brown, l'amélioration des compétences des étudiants en matière de recherche et d'évaluation critique, et l'incidence des cours d'ALS adaptés aux programmes sur le rendement scolaire et la participation des étudiants.

Le lien entre les études postsecondaires et la population active

L'un des principaux motifs pour lesquels les gouvernements appuient les collèges et les universités tient à la contribution essentielle des études supérieures à une économie du savoir vigoureuse et dynamique. De même, les étudiants affirment qu'ils veulent faire des études postsecondaires surtout parce qu'ils désirent obtenir les titres nécessaires pour décrocher un bon emploi. La compréhension du rapport entre les études supérieures et les résultats obtenus sur le marché du travail constitue un domaine d'intérêt particulier pour les gouvernements et les étudiants. C'est pourquoi elle représente un grand thème de notre recherche. En 2012-2013, nous avons publié de nombreux rapports sur le lien entre les études postsecondaires et la main-d'œuvre, y compris des études sur les résultats obtenus sur le marché du travail par des étudiants diplômés, le rapport de l'enquête de référence sur le recrutement sur le campus 2012 de l'Association canadienne des spécialistes en emploi et des employeurs (appuyée par notre Fonds d'encouragement à la recherche et à l'innovation).

Responsabilisation

Tous les gouvernements responsabilisent davantage leurs systèmes d'enseignement postsecondaire publics, ce qui reflète l'examen plus minutieux dont font l'objet les gouvernements quant à la façon dont ils dépensent les deniers publics. Les meilleurs régimes d'imputabilité mis en place par les gouvernements soutiennent et orientent le système en vue d'atteindre les objectifs publics, se conforment aux politiques résolues du gouvernement et respectent les traditions relatives à l'autonomie et à la gouvernance des établissements.

Productivité

En 2012-2013, le COQES a donné des conseils au gouvernement et aux établissements concernant la productivité du système d'enseignement postsecondaire public en Ontario. Dans le cadre du lancement de ces consultations sur l'enseignement postsecondaire à l'échelle de la province, le gouvernement de l'Ontario a demandé au COQES d'effectuer une analyse de la productivité du système d'enseignement de l'Ontario. Nous avons accueilli favorablement cette demande de même que l'occasion offerte de mener cette analyse. En décembre 2012, avec l'aide d'un comité consultatif, nous avons publié une analyse préliminaire de la productivité du système d'enseignement de l'Ontario. D'après le rapport, bien que les collèges et universités de l'Ontario soient déjà relativement productifs, les ressources limitées et la demande accrue forcent le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario à accroître sa productivité pour maintenir la qualité de ses services. Il révèle que la restructuration du système et de son financement par le gouvernement et une attention accrue accordée à la distribution de la charge de travail des enseignants par les établissements permettraient de hausser la productivité globale.

Cette analyse a fait ressortir certaines lacunes importantes en matière de données et celles-ci devront être comblées avant que nous puissions mener une évaluation plus utile et significative, en particulier pour déterminer les secteurs d'amélioration de la productivité les plus prometteurs. Nous sommes résolus à continuer cette analyse et à entreprendre des projets pour combler les lacunes. Nous avons reçu un soutien et une aide considérables de Collèges Ontario, du Conseil des universités de l'Ontario et du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU) dans le cadre de ce projet, ce qui nous encourage également à poursuivre nos travaux.

Études supérieures

Les gouvernements tant provinciaux (en particulier l'Ontario) que fédéral ont investi des sommes considérables afin d'accroître le nombre d'étudiants qui entreprennent des études aux cycles supérieurs. Nous

La compréhension du rapport entre les études supérieures et les résultats obtenus sur le marché du travail constitue un domaine d'intérêt particulier pour les gouvernements et les étudiants.

avons déjà publié plusieurs rapports décrivant l'incidence de ces investissements en Ontario, notamment une synthèse de la recherche actuelle sur le paysage changeant du doctorat en Ontario, un rapport sur l'opinion de doctorants et de titulaires de doctorat de deux universités, ainsi qu'un rapport sur le profil et les résultats sur le marché du travail des doctorants.

Indicateurs de rendement

Conformément au mandat du COQES prévu par la loi et suite à une demande particulière du gouvernement, nous avons préparé une série d'indicateurs afin d'évaluer la situation de l'enseignement postsecondaire en Ontario et la façon dont la province se compare à d'autres administrations pertinentes. Le premier rapport sera publié au début de l'exercice 2013-2014.

Répercussions des tendances en matière d'enseignement supérieur sur les coûts et la qualité

Plusieurs tendances dominantes se dessinent dans l'évolution des systèmes publics d'enseignement supérieur, mais nous comprenons peu leurs répercussions sur la qualité et les coûts. Nous avons entrepris plusieurs projets pour examiner les répercussions sur les coûts

et la qualité de deux de ces tendances : i) la transition vers la reconnaissance fondée sur les compétences; ii) l'utilisation accrue de l'apprentissage en ligne.

À ce sujet, le COQES a publié un rapport sur les ententes de transfert des crédits du collège à l'université qui a conclu que les étudiants qui effectuent un transfert d'un collège à une université pour terminer leur diplôme de premier cycle pourraient économiser de l'argent et permettraient au gouvernement d'en faire de même.

Pour obtenir une liste complète des documents publiés en 2012-2013 par le COQES, consultez l'annexe A.

OBJECTIF N° 2

Communiquer les résultats de nos recherches aux établissements d'enseignement supérieur de l'Ontario et aux autres intervenants de façon à encourager la prise de décisions fondées sur des faits qui amélioreront la qualité de l'enseignement supérieur.

Colloque sur l'évaluation des résultats d'apprentissage : un guide pratique

En continuant de se concentrer sur les résultats d'apprentissage, le COQES, en collaboration avec le Conseil des universités de l'Ontario, le Service de l'assurance de la qualité des collèges de l'Ontario et le Conseil des universités de l'Ontario sur l'assurance de la qualité, a coorganisé un colloque sur l'évaluation des résultats d'apprentissage : un guide pratique les 12 et 13 avril 2012. Le colloque a clarifié le processus de définition des résultats d'apprentissage des cours universitaires et des programmes pour les étudiants. Cet événement a connu une bonne participation des enseignants, des doyens, des administrateurs supérieurs et d'autres personnes impliquées dans l'évaluation des résultats d'apprentissage issues d'universités et de collèges locaux et internationaux

De l'apprentissage aux gains : les études supérieures et le marché du travail changeant

La relation entre l'enseignement postsecondaire et le marché du travail est devenu un des thèmes principaux pour le COQES en 2012-2013. Les 1er et 2 novembre 2012, le COQES a organisé une conférence internationale, De l'apprentissage aux gains : les études supérieures et le marché du travail changeant en vue d'explorer le rôle de l'enseignement postsecondaire dans la préparation des étudiants au monde du travail.

Colloques de recherche

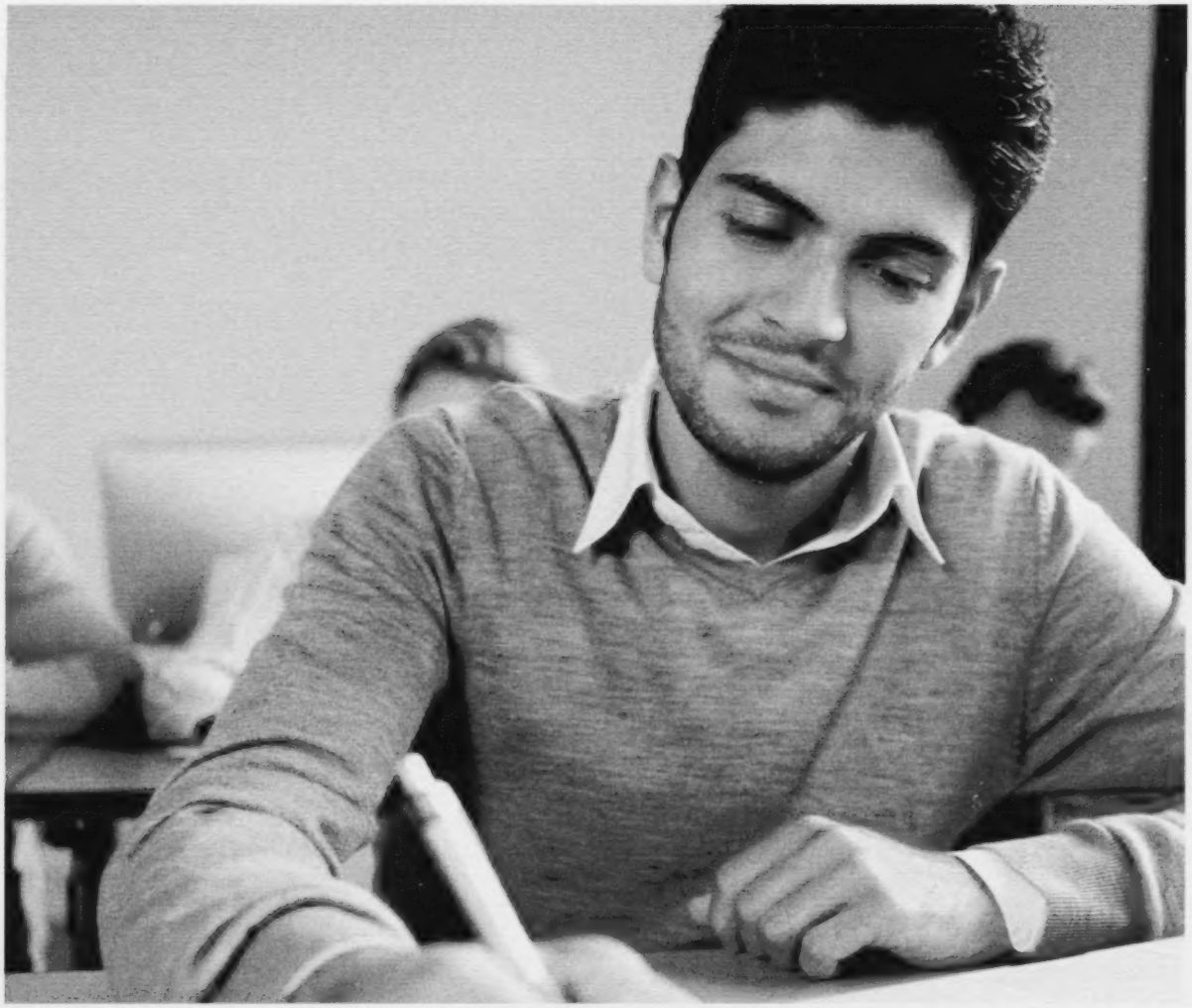
En mars 2013, le COQES a organisé trois colloques visant à présenter certaines recherches en cours ou terminées afin d'offrir une certaine réflexion sur le domaine général et de rassembler des idées de nouveaux sujets de recherche potentiels.

- **The Flexible Classroom:** A Symposium on Emerging Options for Teaching and Learning in Colleges and Universities.
- **Technology Enhanced Learning:** A Symposium on the Growing Use of Technologies to Support Postsecondary Teaching and Learning.
- **Redefining Student Success:** A Symposium on the Diverse Pathways through Postsecondary Education and into the Workplace.

Colloque sur les données nationales du COQES

En mars 2013, le COQES a organisé un colloque qui a rassemblé les principaux intervenants en matière de collecte de données dans l'ensemble du pays et à l'international afin d'identifier les possibilités d'amélioration de la collecte et de l'utilisation des données. La discussion en collaboration a permis de clarifier non seulement les questions urgentes à régler, mais également les stratégies concrètes pour l'avenir.

Pour obtenir la liste des événements du COQES, consultez l'annexe B.



Présentations

Le personnel du COQES a présenté plus de 50 exposés dans le cadre de conférences et d'activités ayant trait à l'éducation, notamment :

- Une présentation à la réunion annuelle 2012 de l'Association canadienne de planification et de recherche institutionnelles (ACPRI) de Richard Dominic Wiggers, directeur des programmes de recherche, intitulée « Assessing the Effectiveness of Work-Integrated Learning: Results of Recent Studies at Ontario Colleges and Universities ».
- Une présentation de Susan Bloch-Nevitte, Directrice générale des communications, et Matthew Ross, agent de recherche et de communication, sur les communications de crise à la conférence annuelle de l'Association of Fundraising Professionals.

OBJECTIF N° 3

Communiquer aux membres du public intéressés les progrès réalisés par l'Ontario pour réaliser sa vision d'être un chef de file à l'échelle mondiale au chapitre de l'enseignement supérieur.

Pour forger de nouveaux partenariats et de nouvelles collaborations et pour promouvoir la recherche du COQES dans l'ensemble du pays, ainsi que sur le marché américain et international, le COQES a développé sa liste d'envoi des intervenants qui compte désormais 1 800 inscrits et qui continue d'augmenter.

L'exposition totale au public par les médias principaux a augmenté de 40 % l'année dernière. Les principales nouvelles comprennent un rapport sur la littératie financière chez les étudiants à faible revenu, l'apprentissage intégré au travail et les élèves très performants en Ontario. Notre président, Harvey P. Weingarten, avec Da Hsuan Feng, vice-président principal des affaires internationales, de la planification et de l'évaluation de l'Université nationale Tsing Hua à Taïwan et ancien vice-président de la recherche et du développement économique de l'Université du Texas (Dallas), a coécrit un article intitulé « Why Canadian universities should collaborate with Asia » publié dans le magazine Affaires universitaires.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le COQES a constaté une augmentation régulière du trafic Web avec un total de 54 000 visites sur le site Web, dont environ 10 % étaient issues de l'étranger, principalement des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Inde et de la France. Notre public des médias sociaux sur Twitter et Facebook a doublé au cours de la même période.

54 000	Nombre de visites sur le site Web
1 800	Nombre d'inscrits
40 %	Augmentation du pourcentage pour l'exposition médias principaux
x2	Public des médias sociaux sur Twitter et Facebook a doublé

OBJECTIF N° 4

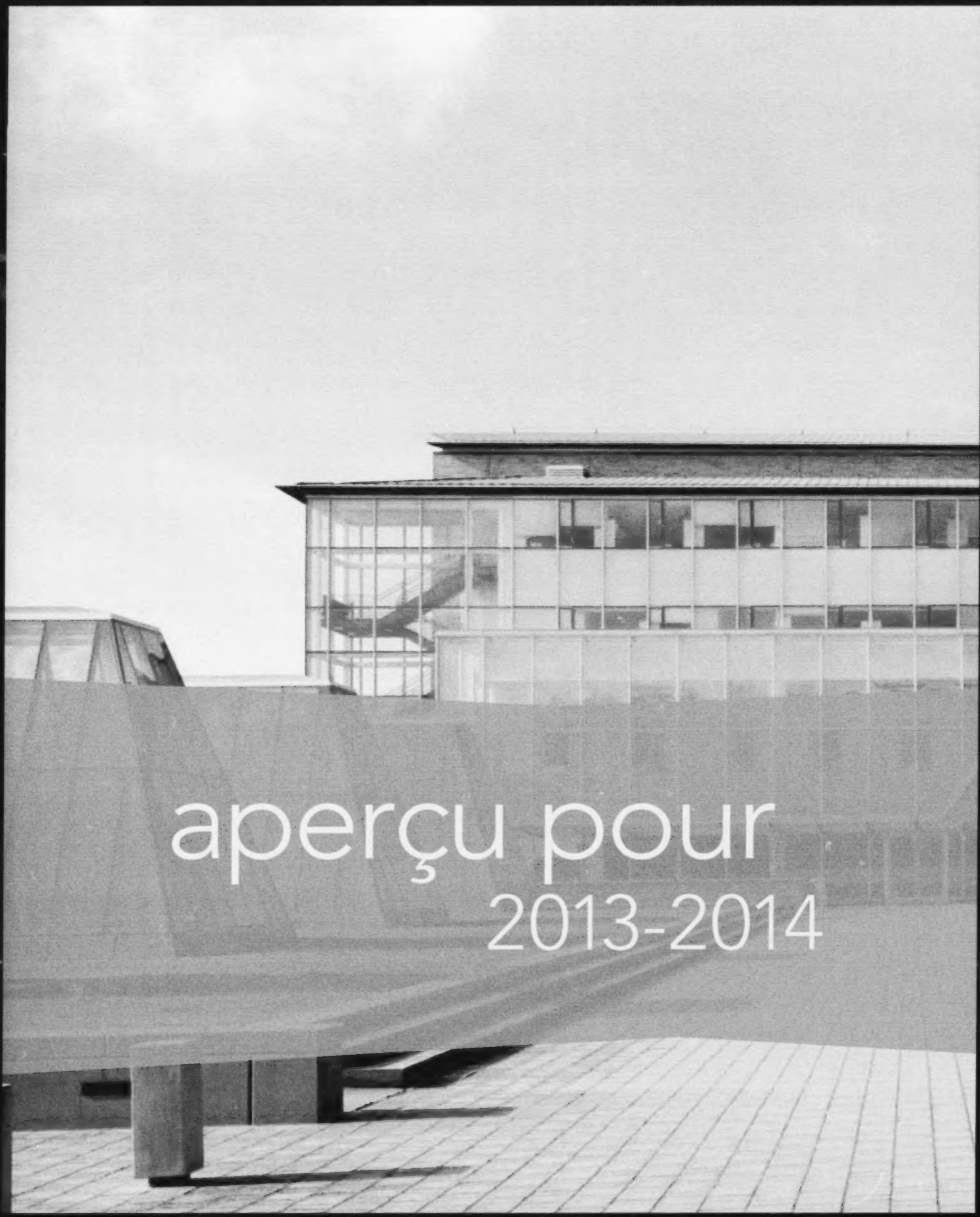
Assurer une bonne gouvernance et gérer efficacement les ressources financières, humaines et en information du Conseil.

En 2012-2013, le protocole d'entente entre le COQES et le ministère a été modifié pour se conformer aux nouvelles exigences du Conseil de gestion du gouvernement présentées dans la Directive sur l'établissement et l'obligation de rendre compte des organismes du gouvernement. Le COQES a également mis à jour son cadre de gestion des risques afin de se conformer aux exigences de la Directive sur l'établissement et l'obligation de rendre compte des organismes du gouvernement.

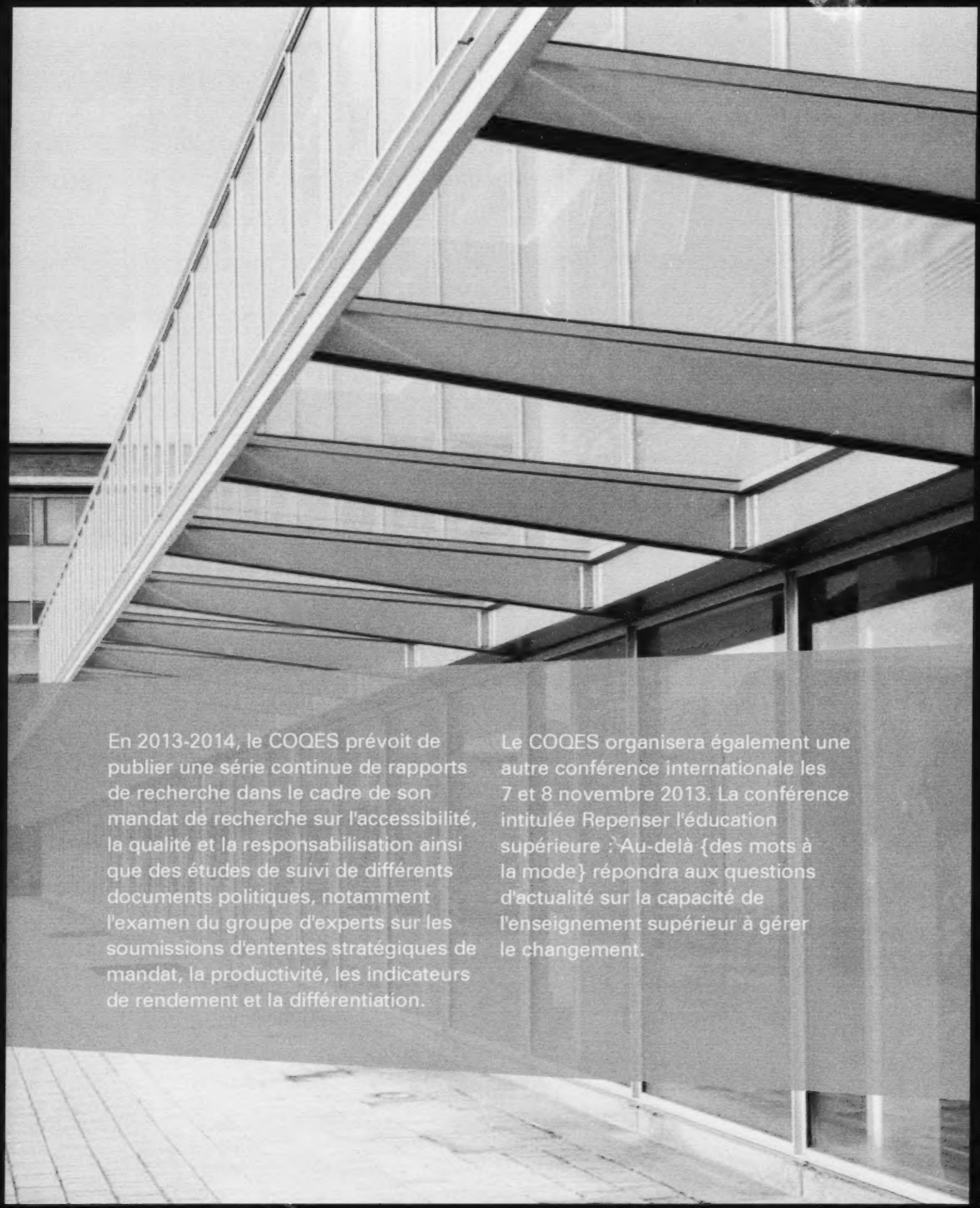
Pour faciliter la gestion des dossiers et des projets, le COQES a initié la mise en œuvre d'un système de gestion du contenu. Ce système de suivi automatisera un certain nombre de processus essentiels du COQES.

En raison du départ à la retraite du vice-président de la recherche, une réorganisation administrative au service de la recherche a permis de mieux clarifier les rôles et les responsabilités. Le service a été divisé en trois domaines principaux : la politique et les partenariats, les données et les statistiques et enfin la recherche et les programmes. Certains postes ont également été réévalués. Fiona Deller est désormais directrice générale de la politique et des partenariats, Martin Hicks est désormais directeur général des données et des statistiques et Richard Dominic Wiggers est le directeur général de la recherche et des programmes. Louise Winberg est désormais la coordinatrice de la recherche et des programmes.

L'effectif reste constant avec 22 équivalents temps-plein.



aperçu pour 2013-2014



En 2013-2014, le COQES prévoit de publier une série continue de rapports de recherche dans le cadre de son mandat de recherche sur l'accessibilité, la qualité et la responsabilisation ainsi que des études de suivi de différents documents politiques, notamment l'examen du groupe d'experts sur les soumissions d'ententes stratégiques de mandat, la productivité, les indicateurs de rendement et la différentiation.

Le COQES organisera également une autre conférence internationale les 7 et 8 novembre 2013. La conférence intitulée Repenser l'éducation supérieure : Au-delà {des mots à la mode} répondra aux questions d'actualité sur la capacité de l'enseignement supérieur à gérer le changement.

conseil d'administration

Le conseil d'administration du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur apporte une grande diversité de perspectives au Conseil. Les membres du conseil d'administration puisent dans leur expérience du milieu des affaires, de l'enseignement postsecondaire et du service public pour guider et soutenir les initiatives du Conseil.

Le conseil d'administration est chargé d'établir l'orientation stratégique du Conseil et de s'assurer que ses activités restent dans les limites de son mandat.

Le conseil d'administration du Conseil s'est réuni trois fois en 2012-2013 : le 4 juillet, le 17 décembre et le 25 mars.

Toutes les nominations au conseil d'administration sont faites par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Elizabeth (Liz) Dowdeswell O.C. • Présidente

Mandat : du 24 octobre 2012 au 28 août 2015

Elizabeth Dowdeswell est présidente directrice générale du Conseil des académies canadiennes, un organisme indépendant à but non lucratif, qui appuie l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes au Canada. Par l'intermédiaire d'évaluations et de rapports élaborés par des comités pluridisciplinaires indépendants d'experts bénévoles, le Conseil des académies canadiennes s'attaque à des questions complexes et de grande portée sociale, établissant des liens entre les contributions de la science et de la technologie à la politique publique.

Mme Dowdeswell a été la première présidente directrice générale de la Société de gestion des déchets nucléaires et son travail auprès de cet organisme a amené le gouvernement du Canada à prendre une décision concernant la gestion à long terme du combustible nucléaire. Elle a également été directrice générale du Programme des Nations Unies pour l'environnement et sous-secrétaire générale des Nations Unies. En tant que sous-ministre adjointe d'Environnement Canada, Mme Dowdeswell était responsable du Service de l'environnement atmosphérique, ce qui englobait la négociation de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Elle a également dirigé de nombreuses enquêtes publiques, notamment sur le programme de prestations d'assurance-emploi du Canada et la politique fédérale relative aux eaux. Au début de sa carrière, elle a été sous-ministre de la Culture et de la Jeunesse de la Saskatchewan, conseillère pédagogique, chargée de cours à l'université et enseignante au secondaire.

Mme Dowdeswell, qui a été nommée Officier de l'Ordre du Canada en juin 2012, est membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés et agit comme conseillère auprès de nombreux organismes sans but non lucratif.

L'honorable Frank Iacobucci, C.C., C.R. • Président

Mandat : du 12 mai 2006 au 11 mai 2009 • Reconduit : du 12 mai 2009 au 11 mai 2012

L'honorable Frank Iacobucci a eu une brillante carrière dans le secteur privé du droit et le monde universitaire, le service public et de la magistrature. Il a reçu son B.SC.C. et son LL.B. de l'Université de la Colombie-Britannique. Il a ensuite reçu sa LL.M. et son diplôme de droit international de l'université de Cambridge. En 1967, il est entré à la faculté de droit de l'université de Toronto où il a enseigné jusqu'en 1985. Il a également été vice-président des affaires internes de l'université de Toronto de 1975 à 1979 et doyen de la faculté de droit de 1979 à 1983. De 1983 à 1985, il a été vice-président et vice-recteur principal de l'université. En 1985, M. Iacobucci a été nommé sous-ministre adjoint de la Justice et procureur général adjoint du Canada. Il a été nommé juge en chef à la Cour fédérale du Canada en 1988 et juge à la Cour suprême du Canada en 1991.

Il a pris sa retraite de la Cour suprême du Canada en juin 2004 et a été président par intérim de l'université de Toronto de septembre 2004 à juin 2005. Le 1er juillet 2005, il est entré au service de Torys LLP comme avocat et a été nommé président du conseil d'administration de la société Torstar. Il est actuellement conseiller en déontologie pour l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada et membre du conseil d'administration de Tim Hortons Inc. En outre, il est un membre de la Commission du droit de l'Ontario. Il est un compagnon de l'Ordre du Canada.

Norie Campbell • Membre du conseil d'administration

Mandat : du 5 octobre 2006 au 4 octobre 2009 • Reconduit : du 5 octobre 2009 au 4 octobre 2012

Norie Campbell est première vice-présidente et avocate générale adjointe au service juridique du Groupe Financier Banque TD. De juin 2004 à janvier 2006, elle a été vice-présidente et adjointe spéciale au chef de la direction.

Avant de se joindre au service juridique du Groupe Financier Banque TD en décembre 2000, Mme Campbell a exercé le droit au sein du groupe du droit des affaires du cabinet McCarthy Tétrault. Mme Campbell est membre du conseil d'administration de la St. Christopher House Community Endowment

Elle détient un LL.B. et une LL.M. (services bancaires et financiers) de l'Osgoode Hall Law School. Elle a été admise au barreau de l'Ontario en 1997.

Gisèle Chrétien • Membre du conseil d'administration

Mandat : du 6 septembre 2006 au 5 septembre 2009 • Reconduit : du 6 septembre 2009 au 5 septembre 2012

Gisèle Chrétien a été présidente du Collège Boréal de Sudbury de 1998 à 2006. Auparavant, elle était vice-présidente des programmes et du soutien scolaire au Collège Boréal, ainsi que doyenne des services communautaires et de santé et directrice des services de santé. À l'heure actuelle, Mme Chrétien est présidente du conseil d'administration de l'Hôpital régional de Sudbury et présidente du conseil d'administration de TFO.

Elle est titulaire d'un diplôme en sciences infirmières du collège Cambrian, d'un B.Sc.Inf. de l'Université Laurentienne et d'une M.Ed. de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'université de Toronto.

Navin Dave • Membre du conseil d'administration

Mandat : du 20 septembre 2006 au 19 septembre 2009 • Reconduit : du 20 septembre 2009 au 19 septembre 2012

Navin Dave est associé directeur de l'optimisation des ressources mondiales chez KPMG.

De 1984 à 1988, il a été associé responsable de la division des conseillers en gestion du bureau de Calgary. En 1994, il est allé travailler à New Delhi en Inde, à titre d'associé directeur de KPMG Inde. À son retour au Canada, il a été nommé associé directeur du bureau de Calgary et de l'Ouest du Canada.

M. Dave détient un B.Sc. en génie mécanique de l'université de Londres et une M.Sc. en génie de la production de l'université de Birmingham. Il est fellow de l'Institut des comptables agréés et consultant agréé en gestion.

Richard Dicerni • Membre du conseil d'administration

Mandat : du 23 janvier 2013 au 22 janvier 2014

Richard Dicerni a pris sa retraite à titre de sous-ministre d'Industrie Canada en 2012. Il est actuellement membre du conseil d'administration de Holcim (Canada) Inc. et de Desjardins Sécurité financière. Il est également professeur adjoint de recherche à l'Ivey Business School.

Né à Montréal, M. Dicerni a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université de Montréal en 1969 et une maîtrise en administration publique de Harvard en 1981. M. Dicerni a travaillé pour le gouvernement fédéral de 1969 à 1992. En 1992, il est entré au gouvernement de l'Ontario à titre de sous-ministre de l'Environnement et de l'Énergie; en 1995, il a accédé au poste de sous-ministre de l'Éducation et de la Formation. En 1998, il a été nommé vice-président directeur d'Ontario Power Generation (OPG). Il est demeuré au service d'OPG pendant sept ans et a dirigé l'entreprise de 2003 à 2005. Il a été membre du conseil d'administration de l'Université Trent, du Credit Valley Hospital, d'Énergie atomique du Canada limitée ainsi que du Forum des politiques publiques.

Cindy Dundon Hazell • Membre du conseil d'administration

Mandat : du 23 janvier 2013 au 22 janvier 2014

Cindy Dundon Hazell, professeure émérite au Collège Seneca, a été vice-présidente à l'enseignement de cet établissement de 2001 à 2012. Après s'être jointe au corps professoral du Collège en 1980, Mme Hazell a occupé les fonctions de présidente du Centre for Independent Learning, de doyenne de la formation continue, de doyenne de l'administration et, plus récemment, de vice-présidente directrice du Collège. Mme Hazell a siégé à de nombreux comités internes et externes, notamment deux équipes provinciales de négociation pour le Conseil ontarien des affaires collégiales. Elle a été présidente et trésorière du Comité de coordination des vice-présidences à l'enseignement des collèges de l'Ontario; présidente, chefs de département, études commerciales; présidente, chefs de département, éducation permanente; et présidente, vice-présidents à l'enseignement, Polytechnics Canada.

Madame Hazell est actuellement membre du conseil d'administration du Conseil ontarien pour l'articulation et le transfert. Elle est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en sciences commerciales et d'une maîtrise en éducation (enseignement supérieur), et étudie actuellement à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (Université de Toronto) en vue d'obtenir un doctorat en enseignement supérieur spécialisé en conception de système.

Michael Hill • Membre du conseil d'administration

Mandat : du 11 juin 2011 au 10 juin 2014

Michael Hill a été nommé au conseil d'administration du COQES en juin 2011 pour un mandat de trois ans. Il occupe le poste de premier président émérite du Collège Northern des arts appliqués et de la technologie et vétéran qui œuvre depuis 30 ans dans le système canadien des collèges communautaires. Il a fait fonction de président du Collège Northern dans le nord-est de l'Ontario de 1999 à 2009. Auparavant, il était président du Northwest Community College situé en Colombie-Britannique. Il a obtenu son grade de premier cycle en psychologie de l'Université de Victoria et sa maîtrise en psychologie de l'Université du Manitoba. Il fait actuellement un doctorat en éducation à l'Université d'Uppsala, en Suède, où il se spécialise dans la structure et l'organisation des possibilités d'apprentissage dans les régions éloignées et en développement.

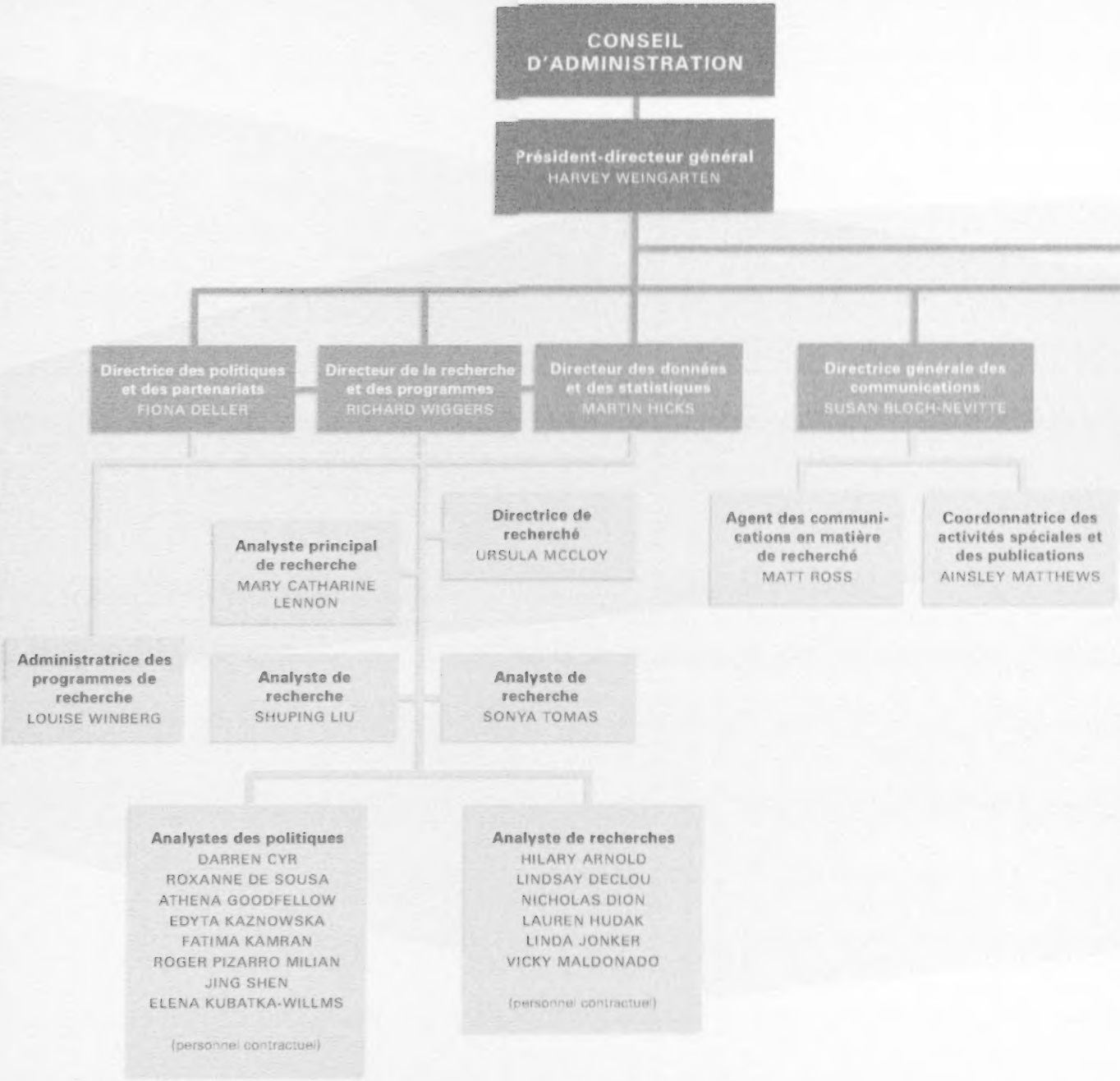
Ayant consacré sa carrière à l'éducation postsecondaire, M. Hill a pris part au lobby à succès qui s'était donné comme objectif le lancement d'une nouvelle université dans le nord de la Colombie-Britannique. En 1991, il était en détachement à la nouvelle Université du nord de la Colombie-Britannique pour élaborer un modèle de travail applicable au caractère régional de l'université. Il a pris part à un groupe de travail international au service du projet universitaire Omega, en Suède, de 1992 à 1995. En 1995, il a été détaché par le gouvernement de la Colombie-Britannique pour faire fonction de premier président et chef de la direction par intérim de l'Université Royal Roads. Il a également été conseiller des projets de la University of the Highlands and Island à Inverness, en Écosse, pendant qu'il était en congé sabbatique en 1997-1998. En 2001, il a été nommé au groupe de travail sur les collèges ruraux et éloignés de l'Association des collèges communautaires du Canada. Il avait la responsabilité d'améliorer l'accessibilité à l'éducation et à la formation postsecondaire dans les régions rurales et éloignées du Canada afin d'assurer un développement social et économique continus.

Chris Monahan • Membre du conseil d'administration (non-votant)

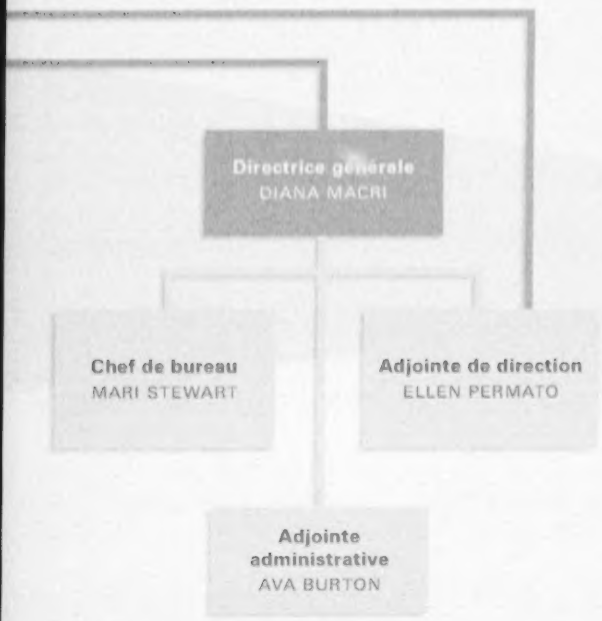
Mandat : du 30 mai 2012 au 29 mai 2015

Chris Monahan est directeur de la recherche et de la planification au ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Il travaille au Ministère depuis 2005 et a occupé auparavant des postes au ministère du Développement économique et du Commerce en tant que directeur du Secrétariat des politiques du groupement des affaires et au sein de la Direction de la planification budgétaire au ministère des Finances. Originaire de Nouvelle-Écosse, M. Monahan est diplômé de l'Université de Toronto et de Yale University.

M. Monahan a pour épouse Ashley McCall, qui travaille au ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport, et ils ont deux enfants, Clare (née en 2000) et Colin (né en 2002).


CONSEIL D'ADMINISTRATION
Président-directeur général
HARVEY WEINGARTEN
Directrice des politiques et des partenariats
FIONA DELLER
Directeur de la recherche et des programmes
RICHARD WIGGERS
Directeur des données et des statistiques
MARTIN HICKS
Directrice générale des communications
SUSAN BLOCH-NEVITTE
Directrice de recherché
URSULA MCCLOY
Analyste principal de recherche
MARY CATHARINE LENNON
Agent des communications en matière de recherché
MATT ROSS
Coordonnatrice des activités spéciales et des publications
AINSLEY MATTHEWS
Administratrice des programmes de recherche
LOUISE WINBERG
Analyste de recherche
SHUPING LIU
Analyste de recherche
SONYA TOMAS
Analystes des politiques
DARREN CYR
ROXANNE DE SOUSA
ATHENA GOODFELLOW
EDYTA KAZNOWSKA
FATIMA KAMRAN
ROGER PIZARRO MILIAN
JING SHEN
ELENA KUBATKA-WILLMS
(personnel contractuel)
Analyste de recherches
HILARY ARNOLD
LINDSAY DECLOU
NICHOLAS DION
LAUREN HUDAK
LINDA JONKER
VICKY MALDONADO
(personnel contractuel)

nous sommes le coqes



OFFICIERS DU CONSEIL

Harvey Weingarten
Président-directeur général
1er juillet 2010 – Présent

Diana Macri
Directrice générale
1er décembre 2009 – Présent

Susan Bloch-Nevitte
Directrice générale des communications
7 septembre 2010 – Présent

Rapport de l'auditeur indépendant

PricerwaterhouseCoopers LLP

PRICEWATERHOUSECOOPERS
NORTH AMERICAN CENTRE
5700, RUE YONGE
BUREAU 1900
NORTH YORK (ON)
M2M 4K7

TÉL: +1 416 218 1500
TÉLÉC: +1 416 218 1499

WWW.PWC.COM

Le 11 juin 2013

Au conseil d'administration du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur

Nous avons audité les états financiers ci joints du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013 et les états des résultats, de la variation de la dette nette, de la réévaluation des gains et des pertes et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur au 31 mars 2013, ainsi que de ses résultats d'exploitation, de la réévaluation de ses gains et pertes, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public.

Autres points

Les états financiers du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers le 4 juillet 2012.

PricewaterhouseCoopers LLP

Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

pwc

État de la situation financière

31 mars 2013

	2013	2012
Actifs financiers		
Trésorerie	1 149 623 $	1 674 812 $
TVH à recevoir	42 489 $	45 021 $
Débiteurs	589 $	20 057 $
Intérêts à recevoir	926 $	1 558 $
	1 193 627	**1 741 448**
Passif		
Créditeurs et charges à payer	1 161 517	1 292 512 $
Produits reportés	-	38 700 $
Montant à payer au ministère de la Formation et des Collèges et Universités (note 3)	70 478 $	433 088 $
Avantages incitatifs relatifs à un bail	-	3 215 $
Apports en capital reportés (note 4)	213 064 $	125 511 $
	1 445 059 $	**1 893 026 $**
Dette nette	**(251 432 $)**	**(151 578 $)**
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 5)	213 064 $	125 511 $
Charges payées d'avance	38 368 $	26 067 $
	251 432 $	**151 578 $**
Surplus cumulé	-	-

Approuvé par le conseil d'administration

ADMINISTRATEUR

ADMINISTRATEUR

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2013

	Chiffres du budget 2013	Montants réels 2013	Montants réels 2012
Produits			
Financement provincial	5 000 000 $	5 536 745 $	4 748 364 $
Amortissement des apports en capital reportés (note 4)	64 870 $	69 583 $	220 067 $
Intérêts créditeurs	12 930 $	10 426 $	11 682 $
	5 077 800 $	**5 616 754 $**	**4 980 113 $**
Charges (note 6)			
Gouvernance	567 600 $	501 826 $	617 418 $
Recherche	4 332 520 $	4 956 641 $	4 210 756 $
Administration	177 680 $	158 287 $	151 939 $
	5 077 800 $	**5 616 754 $**	**4 980 113 $**
Surplus de l'exercice	–	–	–
Surplus cumulé à l'ouverture de l'exercice	–	–	–
Surplus cumulé à la clôture de l'exercice	–	–	–

État de la variation de la dette nette

Exercice clos le 31 mars 2013

	Chiffres du budget	2012	2011
Dette nette à l'ouverture de l'exercice	151 578 $	151 578 $	360 062 $
Surplus de l'exercice	-	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	157 136 $	6 482 $
Amortissement des immobilisations corporelles	(64 870 $)	(69 583 $)	(220 067 $)
Autres ajustements – charges payées d'avance	-	12 301 $	5 101 $
Dette nette à la clôture de l'exercice	86 708 $	251 432 $	151 578 $

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2013

	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes		
Activités de fonctionnement		
Surplus de l'exercice	-	-
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des apports en capital reportés	(69 583 $)	(220 067 $)
Amortissement des immobilisations corporelles	69 583 $	220 067 $
Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail	(3 215 $)	(38 585 $)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
TVH à recevoir	2 532 $	(16 152 $)
Intérêts à recevoir	632 $	(801 $)
Débiteurs	19 468 $	(20 057 $)
Charges payées d'avance	(12 301 $)	(5 101 $)
Créditeurs et charges à payer	(130 995 $)	36 288 $
Produits reportés	(38 700 $)	38 700 $
Montant à payer au ministère de la Formation et des Collèges et Universités	(362 610 $)	245 928 $
	(525 189 $)	**240 220 $**
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(157 136 $)	(6 482 $)
Activités de financement		
Apports aux immobilisations corporelles	157 136 $	6 482 $
(Diminution) augmentation de la trésorerie de l'exercice	(525 189 $)	240 220 $
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 674 812 $	1 434 592 $
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 149 623 $	1 674 812 $
Information supplémentaire		
Intérêts versés	3 565 $	3 175 $

notes annexe

31 mars 2013

1. L'organisme

Création et statut

Le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (le « Conseil ») a été établi en vertu de la Loi de 2005 sur le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (la « Loi »). Le Conseil est un organisme de la Couronne lié au ministère de la Formation et des Collèges et Universités (le « MFCU ») et il est considéré comme un organisme de services opérationnels.

Le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur est une personne morale sans capital-actions et il n'est pas assujetti à la Loi sur les personnes morales ni à la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales. Le Conseil est assujetti au paragraphe 134(1), à l'article 132 et à l'article 136 de la Loi sur les sociétés par actions. En tant qu'organisme de la Couronne, le Conseil n'est pas assujetti aux impôts sur les bénéfices.

Le Conseil est un organisme de la Couronne et n'exerce ses pouvoirs qu'à ce titre. Les limites de la capacité du Conseil à entreprendre certaines activités sont présentées à la fois dans la Loi et dans le protocole d'entente entre le Conseil et le MFCU daté du 6 décembre 2006 et dans la version renouvelée du protocole d'entente daté du 9 janvier 2013.

Activités du Conseil

L'objectif du Conseil consiste à aider le ministre de la Formation et des Collèges et Universités à améliorer tous les aspects du secteur de l'éducation postsecondaire, notamment la qualité de l'éducation fournie dans le secteur, l'accessibilité à l'éducation postsecondaire et la responsabilité des établissements d'enseignement postsecondaire.

Le Conseil est administré par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par décret.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers du Conseil constituent des déclarations de la direction et sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada établis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Aucun état de la réévaluation des gains ou des pertes n'a été dressé, car aucun gain ni perte à la réévaluation n'est survenu au cours de l'exercice.

À compter du 1er avril 2012, le Conseil a décidé d'adopter, sur une base prospective, la version modifiée de la norme SP 3410, Paiements de transfert, telle qu'elle a été publiée par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public canadien. L'adoption de la norme SP 3410 n'a eu aucune incidence sur les états financiers du Conseil.

Les méthodes comptables suivies par le Conseil sont les suivantes :

Comptabilité d'exercice

Les produits et les charges sont présentés selon la comptabilité d'exercice. En vertu de la comptabilité d'exercice, les produits sont constatés dans la période au cours de laquelle les opérations dont ils découlent sont réalisées ou les faits dont ils découlent se produisent, tandis que les charges sont constatées dans la période au cours de laquelle les biens sont acquis ou les services sont rendus et qu'une responsabilité légale est engagée ou que des transferts sont exigibles.

Paiements de transfert gouvernementaux

Le Conseil est financé uniquement par la province d'Ontario conformément aux ententes relatives au budget établies par le MFCU. Les présents états financiers reflètent les ententes de financement conclues qui ont été approuvées par le MFCU.

Les paiements de transfert gouvernementaux reçus du MFCU sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel le paiement est autorisé et les faits donnant lieu au transfert se produisent, les critères de rendement sont remplis et des estimations raisonnables du montant peuvent être faites.

Répartition des charges

Le Conseil s'engage à offrir des services de recherche, de soutien et de représentation en vue d'améliorer tous les aspects du secteur de l'éducation postsecondaire. Le coût comprend notamment les salaires et les avantages sociaux, les activités de recherche, les contrats de consultation et les autres charges de fonctionnement directement liées à la prestation des services. Les salaires et avantages sociaux sont imputés à la gouvernance, à la recherche et à l'administration selon l'activité à laquelle ils se rattachent ou l'avantage qui en est tiré. Les contrats et les projets de recherches ont été imputés à la recherche. Les autres charges de fonctionnement ont été imputées à la gouvernance, à la recherche et à l'administration sur la base des effectifs à la clôture de l'exercice.

Apports reportés

Certains montants, y compris les paiements de transfert du MFCU, sont reçus conformément à la législation, à la réglementation ou dans le cadre d'une entente et peuvent être affectés uniquement à l'exécution de certains programmes ou de travaux précis. Le financement n'est constaté à titre de produits que dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées ou les services sont fournis.

Tout montant reçu qui est affecté au financement des acquisitions d'immobilisations corporelles est présenté dans les apports en capital reportés et est constaté sur la durée de vie utile de l'actif, laquelle tient compte de la prestation des services connexes. Les apports en capital reportés sont amortis dans les

produits conformément à la politique d'amortissement appliquée à l'immobilisation comptabilisée connexe.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. Le coût de l'apport en immobilisations corporelles est comptabilisé à la juste valeur estimative à la date de l'apport. Lorsque la juste valeur ne peut être estimée, l'immobilisation corporelle est constatée à une valeur symbolique.

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés à titre de charge au moment où ils sont engagés. Les améliorations qui augmentent ou prolongent de manière importante la durée de vie utile ou la capacité d'une immobilisation corporelle sont capitalisées. Les frais liés aux logiciels sont constatés à titre de charge au moment où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût moins l'amortissement cumulé. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Matériel informatique	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les dépenses en immobilisations corporelles qui sont inférieures à 1 000 $ sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Le Conseil passe en revue régulièrement la valeur comptable, l'amortissement et la durée de vie utile de ses immobilisations corporelles. Si l'immobilisation corporelle ne présente plus de potentiel d'utilisation à long terme pour le Conseil, l'excédent de la valeur comptable nette sur la valeur résiduelle, le cas échéant, est constaté à titre de charge dans l'état des résultats.

Actifs financiers et passifs financiers

Le Conseil évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue par la suite l'ensemble de ses actifs financiers et de ses passifs financiers au coût amorti. Les variations de la juste valeur sont constatées dans l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent la trésorerie et les débiteurs. Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer.

Contrats de location, charges locatives et avantages incitatifs relatifs à un bail reportés

Les contrats de location sont constatés à titre de contrats de location-exploitation en vertu desquels les paiements de loyer sont initialement inscrits dans l'état des résultats et ajustés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat connexe. L'écart entre les charges locatives comptabilisées selon la méthode linéaire et les paiements de loyer, tel que le stipule le contrat de location, est pris en compte dans les créditeurs et charges à payer.

Les avantages incitatifs relatifs à un bail reportés correspondent à des avantages en trésorerie en faveur du Conseil reçus du bailleur aux termes du contrat de location de l'immeuble visé. Les avantages incitatifs relatifs à un bail reçus par le Conseil sont amortis sur la durée du contrat de location en question. La tranche non amortie des avantages incitatifs relatifs à un bail est prise en compte dans les avantages incitatifs relatifs à un bail.

Utilisation d'estimations

Pour préparer ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges présentés au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations concernent principalement les charges à payer relativement aux contrats de recherche et l'amortissement des immobilisations corporelles ainsi que l'amortissement connexe des apports en capital qui sont basés sur la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles.

3. Montant à payer au ministère de la Formation et des Collèges et Universités

Conformément au protocole d'entente entre le Conseil et le MFCU, l'excédent du financement reçu sur les dépenses pourrait être remboursable et il serait alors comptabilisé à titre de montant à payer au MFCU.

4. Apports en capital reportés

Au cours de l'exercice, le Conseil a utilisé 157 136 $ du financement versé par le MFCU (6 482 $ en 2012) pour l'acquisition d'immobilisations corporelles supplémentaires. Les fonds du MFCU utilisés pour acquérir ces immobilisations ont été inclus dans les apports en capital reportés et seront amortis dans les produits de la même façon que les immobilisations acquises.

	2013	2012
Solde à l'ouverture de l'exercice	125 511 $	339 096 $
Apports reçus	157 136 $	6 482 $
Moins les montants constatés dans les produits	(69 583 $)	(220 067 $)
Solde à la clôture de l'exercice	213 064 $	125 511 $

5. Immobilisations corporelles

				2013	2012
	Matériel informatique	Améliorations locatives	Mobilier et matériel de bureau	Total	Total
Coût					
Solde d'ouverture	145 607 $	740 405 $	81 761 $	967 773 $	961 291 $
Ajouts	6 482 $	130 881 $	19 773 $	157 136 $	6 482 $
Solde de clôture	**152 089 $**	**871 286 $**	**101 534 $**	**1 124 909 $**	**967 773 $**
Amortissement cumulé					
Solde d'ouverture	83 574 $	724 680 $	34 008 $	842 262 $	622 195 $
Amortissement pour l'exercice écoulé	33 476 $	20 724 $	15 383 $	69 583 $	220 067 $
Solde de clôture	**117 050 $**	**745 404 $**	**49 391 $**	**911 845 $**	**842 262 $**
Valeur comptable nette	35 039 $	125 882 $	52 143 $	213 064 $	125 511 $

6. Répartition des charges

				2013	2012
	Gouvernance	Recherche	Administration	Total	Total
Salaires et avantages sociaux	397 701 $	1 672 067 $	131 351 $	2 201 119 $	2 188 187 $
Activités de recherche	-	2 559 123 $	-	2 559 123 $	2 018 139 $
Contrats de consultation	-	5 438 $	750 $	6 188 $	6 681 $
Autres charges de fonctionnement	104 125 $	720 013 $	26 186 $	850 324 $	767 106 $
	501 826 $	**4 956 641 $**	**158 287 $**	**5 616 754 $**	**4 980 113 $**

7. Conventions de prestations de retraite

Le Conseil verse des cotisations pour le compte de son personnel au Régime de retraite des fonctionnaires administré par la Commission du régime de retraite de l'Ontario, lequel constitue un régime interentreprises. Le régime est un régime à prestations déterminées qui précise le montant des prestations de retraite que recevront les salariés en fonction des années de service et des taux de salaire.

Pour 2012 et 2013, les taux de cotisation se sont établis à 6,40 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, plus 9,50 % de l'excédent du revenu sur le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension.

Des cotisations de 100 261 $ (85 944 $ en 2012) sont incluses dans les charges à l'état des résultats, et un montant de 6 777 $ (12 803 $ en 2012) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

8. Obligations locatives et autres engagements

Le Conseil a signé un bail visant des bureaux à louer d'une superficie de 7 670 pieds carrés situés au 24e étage du 1 Yonge Street, à Toronto. Le bail, d'une durée de cinq ans à compter du 15 mai 2007, a été négocié par la Société immobilière de l'Ontario. La superficie louable est passée à 7 717 pieds carrés en raison d'améliorations apportées par le bailleur en vue de respecter les exigences imposées par le Conseil dans le bail. Le loyer est payable mensuellement.

Les dispositions du bail du Conseil prévoient le versement en espèces de 25 $ par pied carré louable, à titre d'avantages incitatifs relatifs à un bail conformément au bail original. Un montant de 192 925 $ a été reçu et une tranche de ce montant a été amortie afin de réduire les charges locatives jusqu'au 14 mai 2012.

Le Conseil a renouvelé le bail pour une période supplémentaire de cinq ans allant du 15 mai 2012 au 14 mai 2017. Le nouveau taux net est de 17,00 $ par pied carré (15,00 $ par pied carré de mai 2007 à mai 2012).

Les paiements de location nets au titre des contrats de location-exploitation s'établissent comme suit :

Année	Loyer	Matériel de bureau
2013 - 2014	131 189 $	8 221 $
2014 - 2015	131 189 $	1 279 $
2015 - 2016	131 189 $	-
2016 - 2017	131 189 $	-
2017 - 2018	114 790 $	-
TOTAL	**639 546 $**	**9 500 $**

Le taux de location brut s'établit à 42,82 $ par mois ou 330 431 $ pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Obligations contractuelles

Le Conseil a conclu des contrats pluriannuels avec des chercheurs en milieu universitaire, en vertu desquels les projets à effectuer et les paiements prévus s'échelonneront sur plusieurs années jusqu'en 2017. Les montants liés à des services de recherche qui n'ont pas encore été rendus s'établissent comme suit :

Année	
2013 - 2014	963 119 $
2014 - 2015	325 010 $
2015 - 2016	143 288 $
2016 - 2017	313 244 $
	1 744 661 $

annexe a

recherche publiée en 2012-2013

Titre	Auteur(s)	Date de publication
The Peer Helper Program at the University of Guelph: Analysis of Skills Objectives	Serge Desmarais, Frederick Evers, Olivia Hazelden, Laurie Schnarr et Brenda Whiteside, Université de Guelph	21 mars 2013
Les répercussions des tablettes électroniques sur les compétences en rédaction dans les cours de perfectionnement en anglais de niveau collégial	Andrew Schmitz, Collège Seneca	15 mars 2013
Measuring the Value of a Postsecondary Education	Ken Norrie et Mary Catharine Lennon, COQES	8 mars 2013
Le rôle des programmes d'orientation des nouveaux enseignants dans l'amélioration de l'efficacité de l'enseignement collégial	Julie Gregory et Maggie Cusson, Université Carleton	28 février 2013
Combler les lacunes : Incidence du programme « Teaching in the Canadian Classroom » sur l'efficacité en enseignement des adjoints d'enseignement internationaux	Debra L. Dawson, Nanda Dimitrov, Ken N. Meadows, Karyn Olsen, Université Western	28 février 2013
Rapport En question n° 14 – Les personnes handicapées en Ontario : Taux de participation à des études postsecondaires, expérience des étudiants et résultats sur le marché du travail	Ursula McCloy et Lindsay DeClou, COQES	21 février 2013
Understanding Student Attrition in the Six Greater Toronto Area (GTA) Colleges	Tet S. Lopez Rabson, Seneca College and Ursula McCloy, COQES au nom du GTA Colleges Institutional Research (IR) Network	14 février 2013
Stratégie pour la réussite des étudiants : de l'essai à la mise en œuvre	Office of Institutional Research du Collège George Brown	17 février 2013
Les ententes de transfert des crédits du collège à l'université et l'enseignement universitaire de premier cycle : l'Ontario dans un contexte pancanadien et international	David Trick, David Trick and Associates	29 janvier 2013
Compétences informationnelles des étudiantes et étudiants : Mesure de l'efficacité des initiatives en culture informationnelle au palier postsecondaire	Amanda Duncan et Jennifer Varcoe, Collège Georgian	17 janvier 2013
Incidence des bourses d'excellence et des bourses d'aide financière sur la persévérance et la réussite scolaire à l'université	Martin D. Dooley, A. Abigail Payne et A. Leslie Robb du Département d'économie de l'Université McMaster	7 janvier 2013
Participation aux études postsecondaires des groupes sous-représentés en Ontario : données probantes de l'EDTR	Huizi Zhao, COQES	13 décembre 2012

Titre	Auteur(s)	Date de publication
La productivité du système public d'enseignement postsecondaire de l'Ontario	COQES	6 décembre 2012
Rapport En question n° 13 – Rapport sur les décisions postsecondaires des élèves très performants en Ontario	Jeff Burrow, Martin Dooley, Tyler Wright et Lindsay DeClou	15 novembre 2012
L'apprentissage intégré au travail et les diplômés du niveau postsecondaire : Le point de vue des employeurs de l'Ontario	Peggy Sattler et Julie Peters, de la firme Academica Group Inc.	31 octobre 2012
Analyse des résultats de l'enquête canadienne auprès des étudiants à la maîtrise et au doctorat (ECEMD) réalisée dans les universités de l'Ontario en 2007 et 2010	Huizi Zhao, COQES	24 octobre 2012
Guide pour la recherche sur l'enseignement postsecondaire et les résultats des étudiants	Susan Elgie (auteure principale), Ruth Childs, IEPO de l'Université de Toronto; Betty Ann Levy, Université McMaster; Valerie Lopes, collège Seneca; Nancy E. Fenton, Université de Waterloo; Karen Szala-Meneok, Université McMaster	18 septembre 2012
Premiers résultats sur le plan professionnel des diplômés des collèges et universités de l'Ontario, de 1982 à 2005	Shuping Liu, Ursula McCloy et Lindsay DeClou, COQES	11 septembre 2012
Profil et résultats sur le marché du travail des titulaires de doctorat des universités de l'Ontario	Louise Desjardins, Statistique Canada	30 juillet 2012
Impact of Sheltered ESL Support Programming on Student Engagement and Academic Performance at OCAD University	Rebecca Smollett et Mina Arakawa de l'Université de l'EADO, ainsi que Kateryna Keefer	17 juillet 2012
Indicateurs de rendement du système public d'éducation postsecondaire en Ontario : Document de consultation	COQES	6 juillet 2012
Projet de données nationales de la NSSE : Rapport sur la phase deux	Chris Conway, l'Université Queen's et Huizi Zhao, COQES	14 mai 2012
Evaluating Postsecondary Supports For Ontario Students With Learning Disabilities	Deborah Tsagris, et Bill Muirhead, Collège Durham	16 avril 2012
Academic Engagement of Recent Immigrant Adult Students (RIAS) in Postsecondary Education: A Case Study of Ontario Colleges and Universities	Lillie Lum, Université York, et Sheldon Grabke, Collège Seneca	3 avril 2012

Pour de plus amples renseignements, consultez le site : http://www.heqco.ca/fr-CA/Research/Pages/Home.aspx.

annexe b

Événements du COQES en 2012-2013

Événement	Lieu	Date
Research Symposia: Redefining Student Success: A Symposium on the Diverse Pathways through Postsecondary Education and into the Workplace	Collège George Brown, Toronto, Ontario	28 mars 2013
HEQCO's National Data Symposium	Delta Ottawa, Ottawa, Ontario	18 et 19 mars 2013
Research Symposia: Technology Enhanced Learning: A Symposium on the Growing Use of Technologies to Support Postsecondary Teaching and Learning	Université McMaster, Hamilton, Ontario	18 mars 2013
Research Symposia: The Flexible Classroom: A Symposium on Emerging Options for Teaching and Learning in Colleges and Universities	Université de Toronto, Toronto, Ontario	13 mars 2013
De l'apprentissage aux gains : les études supérieures et le marché du travail changeant	Centre Sheraton de Toronto, Toronto, Ontario	1er et 2 novembre 2012
Colloque sur les résultats d'apprentissage : un guide pratique	Delta Chelsea, Toronto, Ontario	12 et 13 avril 2012

Pour de plus amples renseignements, consultez le site : http://www.heqco.ca/fr-CA/About%20Us/Events/Pages/Home.aspx.

RESTEZ INFORMÉ

Consultez le site heqco.ca

La recherche du COQES est accessible à tous. Consultez notre site sur heqco.ca pour découvrir les rapports de recherche, les projets à venir, les conférences, les demandes de propositions, notre blog sur les questions de fond, les vidéos de notre chaîne HEQCO YouTube et bien plus encore. Inscrivez-vous en ligne pour recevoir des mises à jour régulières et rester informé.

Joignez-vous à notre liste d'envoi • Aimez-nous sur Facebook • Suivez-nous sur Twitter

EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE SITE WEB À
HEQCO.CA

Conseil ontarien
de la qualité de
l'enseignement supérieur
Un organisme du gouvernment de l'Ontario

1, rue Yonge, bureau 2402
Toronto (ON) M5E 1E5 Canada
Tél : (416) 212-3893 Téléc : (416) 212-3899
E-mail : info@heqco.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2013